

«Le Venezuela est un miroir grossissant des conflits de la région»

PAR LAMIA OUALALOU
ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 6 AOÛT 2017



Hugo Chavez et Lula en 2010 © Dr

Les pays du Mercosur ont décidé samedi de suspendre le Venezuela « pour rupture de l'ordre démocratique ». Les pays de l'Amérique latine sont cependant divisés : une alternance signifierait un retour à des politiques très conservatrices. Entretien avec le politologue Mauricio Santoro, professeur de relations internationales à l'université d'État de Rio de Janeiro.

Cinq jours après l'élection contestée de l'assemblée constituante acquise au président vénézuélien, Nicolas Maduro, les 545 députés qui la composent siégeaient pour la première fois vendredi 4 août dans un climat de grande tension. L'opposition, qui la considère comme une « fraude », a appelé à de nouvelles manifestations, estimant qu'elle est un moyen, pour Nicolas Maduro, d'imposer son pouvoir. On ne connaît pas, par exemple, l'étendue des pouvoirs de cette assemblée. Elle est dotée d'un « *super-pouvoir* » selon les autorités, c'est-à-dire qu'elle est au-dessus de l'actuelle Assemblée nationale. Sa capacité à dissoudre les institutions comme le Parlement ou le parquet, pour le moment acquis à l'opposition, n'est toutefois pas claire. Alors que les États-Unis et l'Union européenne refusent de reconnaître la légitimité de l'assemblée, les pays d'Amérique latine se divisent entre détracteurs virulents, critiques prudents et adeptes inconditionnels. Plus que la situation du Venezuela, c'est le débat politique interne, grippé dans la majorité des cas, qui alimente ces prises

de position, comme l'explique dans un entretien le politologue Mauricio Santoro, professeur de relations internationales à l'université d'État de Rio de Janeiro.



Le politologue Mauricio Santoro © DR

Pourriez-vous nous résumer en quelques mots la situation au Venezuela ?

Mauricio Santoro : La crise économique internationale de 2008 a eu un impact dans le monde entier, mais elle a été particulièrement ressentie en Amérique latine, où les modèles économiques reposent beaucoup sur les exportations de matières premières, dont les cours se sont effondrés. Au Venezuela, le coup d'arrêt a été d'une grande violence, du fait de sa dépendance extrême à l'égard du pétrole.

La crise économique s'est aussitôt doublée d'une grave crise politique avec la mort, en 2013, d'Hugo Chavez, le plus important leader politique vénézuélien des cinquante dernières années. Or Chavez n'avait pas préparé sa succession. Nicolas Maduro n'était au fond qu'une possibilité parmi d'autres, et il n'a ni le charisme, ni l'habileté politique, ni la capacité de communication de son prédécesseur.

Dans ce contexte de crise économique, l'opposition n'a cessé de gagner du terrain. Les chiffres sont terrifiants : en 2016, le produit intérieur brut a chuté de 18 % et l'inflation a explosé à 800 %, et les prévisions pour cette année sont alarmantes. Le gouvernement a imposé un contrôle **des prix sur les produits de base et les médicaments, avec un résultat catastrophique**. Ils ont disparu de la circulation et ne se trouvent plus que sur le marché noir à des prix mirobolants, inaccessibles à la majorité de la population. La crise économique et politique a débouché sur une crise humanitaire avec de graves

problèmes de nutrition et de santé. Cela a renforcé l'opposition, y compris dans les territoires chavistes traditionnels, comme les bidonvilles de Caracas.

Sur le terrain électoral, comment cette montée en puissance s'est-elle manifestée ?

Nicolas Maduro a été élu en 2013, après la mort d'Hugo Chavez, mais l'opposition a remporté les élections législatives deux ans plus tard avec un score sans appel. Depuis, le gouvernement a tenté de tenir tête au Parlement et de le contourner en utilisant l'appareil judiciaire et, aujourd'hui, en faisant élire une assemblée constituante chargée de réécrire la constitution promulguée par Chavez en 1999.

En réalité, l'objectif est de mettre sur pied un parlement parallèle, d'autant que l'opposition a boycotté ce processus, ce qui fait qu'elle est totalement absente de cette assemblée constituante. En clair, on a deux assemblées, l'une dominée par l'opposition et l'autre par les chavistes, cette dernière ayant le dernier mot, puisqu'elle a le pouvoir de redessiner la constitution. L'étendue de ses pouvoirs n'est pas claire, mais on imagine qu'elle peut dissoudre le Parlement, décréter l'incarcération d'opposants et même repousser l'élection présidentielle, normalement prévue en 2018.

Avant même son installation, cette assemblée constituante a soulevé d'énormes polémiques, poussant de nombreux États, et notamment ceux de l'Union européenne, à ne pas la reconnaître...

Oui, on peut rappeler par exemple que l'entreprise chargée des opérations de vote estime que l'ampleur de la participation a été manipulée. Le gouvernement déclare que plus de 8 millions de Vénézuéliens se sont rendus aux urnes. Un chiffre très improbable : ce serait plus que lors de la dernière élection d'Hugo Chavez, dont la popularité a toujours été supérieure à celle de Nicolas Maduro, et alors que la situation économique et sociale était nettement moins détériorée qu'aujourd'hui.

Comment réagissent les pays voisins face à cette crise ?

L'Amérique latine est divisée. Nicolas Maduro n'enthousiasme personne dans la région, mais on peut en gros diviser la région en trois groupes. Le premier, les critiques radicaux, qui sont vent debout contre le régime chaviste et récusent explicitement l'Assemblée constituante. C'est notamment le cas de l'Argentine, de la Colombie, du Pérou, du Mexique et du Panama.

On a ensuite un deuxième groupe, également critique, mais qui se borne pour l'heure à « regretter » la décision de Nicolas Maduro : le Brésil, l'Uruguay et le Chili. Le troisième groupe, enfin, rassemble ceux qui appuient le régime vénézuélien de façon inconditionnelle : Cuba, la Bolivie et l'Équateur.

L'idéal d'intégration latino-américaine a disparu



Face-à-face entre les opposants et la Garde nationale, lors de la « marche contre la dictature » © JBM

Qu'en est-il du Mercosur, le marché commun du cône sud-américain qui s'était ouvert au Venezuela en 2012 ?

Le Mercosur a décidé de suspendre le Venezuela, au nom de la clause démocratique, ce qui est très fort d'un point de vue symbolique. Mais à vrai dire, le Venezuela a déjà été suspendu du Mercosur en décembre dernier par les quatre pays fondateurs – Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay – mais pour des raisons économiques. Caracas n'avait en effet pas adapté sa législation à la charte du marché commun en termes de commerce extérieur.

Le Venezuela n'est pas pour autant totalement isolé. Jusqu'ici, le gouvernement a réussi à éviter une condamnation formelle par l'Organisation des États américains (OEA, qui réunit tous les pays des Amériques, du Canada à l'Argentine). Bien que les États-Unis aient une influence considérable dans cette institution basée à Washington, il leur faut obtenir une majorité pour faire une déclaration. Or Caracas s'est

acheté la loyauté des petits pays d'Amérique centrale et des Caraïbes en leur fournissant du pétrole à des montants subventionnés, et il continue à le faire malgré la chute de ses revenus.

Cette crise a provoqué des réactions inédites dans la région, notamment la condamnation très virulente du Mexique, qui s'est toujours attaché à la neutralité, même pendant la guerre froide. Comment expliquez-vous ce basculement ?

L'exemple du Mexique est en effet impressionnant, d'autant que le président est issu du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), la formation politique qui avait fait de cette non-intervention une véritable philosophie. Et ces critiques interviennent au moment où le Mexique n'a pas vraiment de quoi pavoiser, avec des atteintes systématiques aux droits de l'homme et des disparitions de milliers de personnes. Mais je pense que Mexico tente ainsi d'occuper le vide laissé par le Brésil, qui a disparu de la scène en tant que puissance de médiation.

Pendant des années, en particulier durant les mandats de Luiz Inacio Lula da Silva, le Brésil a joué un rôle crucial de pompier, poussant toujours à la négociation et avec d'excellents résultats. À l'époque, en tant que politologues, on savait que chaque fois que Lula envoyait quelque part son conseiller pour les affaires internationales, le regretté Marco Aurélio Garcia – il a été emporté par un infarctus le 20 juillet dernier –, c'est que la situation dans le pays en question était plus grave encore que ce que nous pensions. C'est comme cela que la situation s'est apaisée entre le gouvernement et l'opposition au Venezuela, en Bolivie, mais aussi que nous avons évité de graves crises, comme celle qui avait vu le jour entre l'Équateur et la Colombie quand Bogota a bombardé un camp des Farc sur le territoire équatorien. Le Brésil d'aujourd'hui n'a plus aucune capacité d'agir dans la région. Il ne peut plus que se borner à essayer d'accueillir décemment les milliers de Vénézuéliens qui fuient leur pays.

Au-delà des divisions au sein de la région, on observe de profondes déchirures au sein de toutes les gauches latino-américaines. Quel impact la crise vénézuélienne a-t-elle sur les débats au sein du camp progressiste ?

On dirait qu'il n'est plus possible d'être dans la nuance. Les conservateurs sont tellement anti-Maduro qu'ils semblent demander sa chute demain, et la majorité des mouvements de gauche continuent à l'appuyer de façon inconditionnelle, alors même que les dérapages antidémocratiques sont évidents. Au Brésil, c'est notamment le cas du Parti des travailleurs (PT) de Lula, et du PSOL (Parti socialisme et liberté), même si d'importantes figures de ces formations ont personnellement affiché leurs divergences.

Cet alignement peut sembler incompréhensible vu d'Europe, mais il faut avoir en tête que si Nicolas Maduro accumule les erreurs, l'opposition vénézuélienne s'est également radicalisée, appelant volontiers à la violence. En outre, elle ne s'est pas renouvelée : le mécontentement de la population fait qu'elle attire plus de sympathisants, mais ceux qui la dirigent sont toujours issus des oligarchies qui, dès les premiers temps, voulaient en finir avec le chavisme pour rétablir la mainmise des élites.



Hugo Chavez et Lula en 2010 © Dr

Existe-t-il une troisième voie, ou une sortie progressiste au Venezuela qui ne passerait pas par le gouvernement Maduro ?

Malheureusement, non. L'alternance, aujourd'hui au Venezuela, signifierait un coup de barre à droite marqué, avec des politiques très conservatrices, probablement beaucoup plus encore qu'au Brésil. C'est ce qui explique l'incapacité des partis de gauche latino-américains à se prononcer contre Maduro, alors même que, dans leur for intérieur, ils ne sont pas d'accord avec la fuite en avant dans laquelle il s'est

lancé. En Argentine, mais surtout au Brésil, où la polarisation n'avait rien de comparable avec ce qu'elle était au Venezuela ces quinze dernières années, la victoire du camp conservateur a provoqué une série de régressions sociales qu'on aurait jugées impensables il y a encore quelques mois. Alors personne n'ose imaginer un scénario dans lequel on livrerait le Venezuela à la droite.

Les États-Unis jouent-ils un rôle dans la prise de position des gouvernements latino-américains ?

Je dirais qu'il est marginal, contrairement à d'autres époques. Et cela tout d'abord parce que Washington est, malgré ses rododromes, secondaire dans la crise vénézuélienne. Donald Trump a bien d'autres priorités et, même dans la région, il ne s'intéresse véritablement qu'à Cuba et au Mexique. Cela changerait si Washington se prononçait pour des sanctions économiques en cessant d'importer du pétrole vénézuélien, avec un effet dévastateur sur Caracas, dont Washington constitue le premier partenaire commercial. Mais cela aurait aussi pour conséquence d'augmenter le prix de l'essence à la pompe aux États-Unis et il n'est pas certain que Donald Trump prenne cette décision dans le contexte actuel.

En réalité, s'il est vrai que le Venezuela provoque des débats passionnés en Amérique latine, dans le soutien comme dans la condamnation, ce n'est pas tant qu'on

s'intéresse à ce qui s'y passe. Le pays est une sorte de miroir grossissant et déformant de nos propres conflits dans la majorité des pays de la région. D'un côté, une gauche qui, après des années au sommet, multiplie les échecs électoraux, voit son capital politique s'effriter, et son héritage démantelé. Elle est aussi moralement remise en cause avec les questions de corruption, même si en réalité cette dernière touche tout le spectre politique.

De l'autre côté, une droite qui, après des années de disette, parvient à s'imposer à la tête de nombreux pays, et met en place une politique revancharde. Le président argentin Mauricio Macri vient tout juste de retirer à Nicolas Maduro la décoration de l'ordre de San Martin que lui avait remise Cristina Kirchner... C'est la rancœur, pas la rationalité, qui s'exprime. Il ne s'agit pas de Nicolas Maduro mais de la bataille idéologique au sein du pays. Le résultat, c'est que l'idéal d'intégration latino-américaine, qui était une réalité au cours de la première décennie du siècle, a aujourd'hui totalement disparu.

Boite noire

Cet entretien a été réalisé vendredi 4 août. Il a été réactualisé pour tenir compte de la décision du Mercosur de suspendre le Venezuela pour non-respect de la clause démocratique.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.